Objet de la vérification

La vérification avait pour but de certifier la présentation équitable, dans les états financiers du Fonds Renouvelable des Services optionnels, la situation financière, des résultats des activités et des changements dans la situation financière pour l'exercice qui se terminait le 31 mars 2001, afin d'en rendre compte à la sous-ministre et au SMA du Service opérationnel au gouvernement et dans les Comptes publics du Canada.

Résultats de la vérification

Suite à la vérification, le cabinet d'experts-comptables Ernst & Young a fourni le rapport annexé (l'opinion) des vérificateurs.

États financiers

Fond renouvelable des services optionnels

31 mars 2001

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au Directeur général, **Vérification et examen**
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Nous avons vérifié le bilan du **Fonds renouvelable des services optionnels** au 31 mars 2001 ainsi que les états de l'exploitation, du déficit accumulé, et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des services optionnels. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du **Fonds renouvelable des services optionnels** au 31 mars 2001 ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables applicables aux fonds renouvelables du Gouvernement du Canada, tels que décrits dans la note 2.

Ernst & Young s.r.l.

Ottawa, Canada,
le 6 juillet 2001.

Comptables agréés

Bilan

Fonds renouvelable des services optionnels

au 31 mars (en milliers de dollars)	2001	2000
Actif		
Court terme		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	10 837	3 374
Tiers	2 596	2 898
Stocks	2 168	1 877
Charges payées d'avance	22	27
	15 623	8 176
Immobilisations (note 3)	251	474
	15 874	8 650
Passif		
Court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	3 529	4 159
Tiers	14 653	8 211
	18 182	12 370
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1 985	1 821
	20 167	14 191
Avoir du Canada		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	11 093	7 322
Déficit accumulé	(15 386)	(12 863)
	15 874	8 650

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'exploitation

Fonds renouvelable des services optionnels

Pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)	2001	2000
Revenus (note 4)	99 454	82 995
Coûts des ventes	85 671	65 926
Bénéfice brut d'exploitation	13 783	17 069
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	7 576	7 334
Provision pour prestations de cessation d'emploi	177	183
Transport et communications	252	284
Information	72	57
Services professionnels et spéciaux	3 358	2 909
Coûts d'occupation	1 099	1 863
Location	23	28
Achat de services de réparation et d'entretien	163	42
Services publics, fournitures et approvisionnements	253	67
Amortissement	53	71
Intérêts sur les prélèvements du Fonds	883	871
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	170	0
Services ministériels et administratifs	1 717	1 880
Mauvaises créances	445	0
Autres dépenses	65	73
	16 306	15 662
Bénéfice net (perte nette)	(2 523)	1 407

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du déficit accumulé

Fonds renouvelable des services optionnels

Pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)	2001	2000
Solde au début de l'exercice	**(12 863)**	(14 270)
Bénéfice net (perte nette)	**(2 523)**	1 407
Solde à la fin de l'exercice	**(15 386)**	(12 863)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

Fonds renouvelable des services optionnels

Pour l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)	2001	2000
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(2 523)	1 407
Paiements de prestations de cessation d'emploi	(13)	(38)
Éléments n'affectant pas l'utilisation de fonds		
Amortissement	53	71
Provision pour prestations de cessation d'emploi	177	183
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	170	0
	(2 136)	1 623
Variation du fonds de roulement (note 5)	(1 635)	6 569
	(3 771)	8 192
Activités d'investissement		
Immobilisations		
Acquisitions	0	(131)
	0	(131)
Diminution (augmentation) nette de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 771)	8 061
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	(7 322)	(15 383)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	(11 093)	(7 322)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Autorisation et buts

Le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO) a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les Fonds renouvelables.* L'opération du Fonds a pour fin de remplir les objectifs cités aux alinéas 6(a) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* qui ont trait à l'acquisition et à la fourniture d'articles, d'approvisionnements, d'outillage, d'équipements et autre matériel; et l'alinéa 6(b) qui ont trait à l'acquisition et la fourniture de services d'imprimerie et d'édition. Les programmes suivants ont été approuvés par le Conseil du Trésor comme partie intégrante du mandat du FRSO : les programmes de courtage en matière de logiciels et d'évaluation des performances des systèmes; le Programme d'inoculation; le service des voyages du gouvernement; et de l'enregistrement des coûts de produit de la gestion du transport et du Programme d'achat de matériel informatique pour location. De plus, l'opération du Fonds a pour fin de remplir les objectifs cités à l'article 6 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* pour la distribution et la disposition des biens de surplus de la Couronne, incluant : l'autorisation pour le ministre de dépenser aux fins du Fonds les recettes reçues à ces fins; et la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser de plus de 200 000 000 $ les recettes reçues en fonction des objectifs du Fonds.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada en autant qu'ils soient conformes aux politiques et directives gouvernementales. Les principales conventions comptables comprennent :

a) **Revenus et dépenses**
Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de comptabilité d'exercice.

b) **Stocks**
Les stocks sont évalués au coût et ils sont comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif.

c) **Immobilisations**
Seules les immobilisations dont le coût excède 10 000 $ sont capitalisées. Les actifs sont évalués au coût et sont amortis selon la méthode linéaire sur l'estimation suivante de leur durée économique :

Catégorie	Durée économique estimative
Améliorations locatives	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	3 ans

Les immobilisations sont amorties à compter de l'année suivant l'acquisition.

2. Principales conventions comptables (suite)

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces prestations sont enregistrées aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Une provision est prévue au titre des prestations de cessation d'emploi se rapportant aux services antérieurs au 1er avril 1992. Cette provision représente un passif net assumé par le Fonds et est donc imputé au compte "Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds".

f) Assurance

Le Fonds renouvelable a pour politique de ne pas assurer ses biens conformément à la politique gouvernementale d'auto-assurance.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

(en milliers de dollars)

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
Améliorations locatives	375	0	(134)	241
Ameublement et équipement	138	0	(138)	0
Équipement TED	280	0	(163)	117
Véhicules motorisés	214	0	(214)	0
Équipement d'entrepôt	156	0	(156)	0
	1 163	0	(805)	358

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Aliénations et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
Améliorations locatives	108	(5)	(50)	53
Ameublement et équipement	25	0	(25)	0
Équipement TED	192	58	(196)	54
Véhicules motorisés	214	0	(214)	0
Équipement d'entrepôt	150	0	(150)	0
	689	53	(635)	107
Net	474			251

4. Revenus

(en milliers de dollars)	2001	2000
Ventes des centres de services de soutien partagés localement (CSSPL)	6 477	6 453
Ventes des centres de distribution des biens de la Couronne (CDBC)	5 406	11 997
Ventes des services de coordination des communications (SCC)	12 559	11 074
Recouvrements de la gestion du transport	40 677	41 958
Recouvrements du programme d'inoculation	24 765	9 530
Recouvrements du programme de courtage de logiciels	9 570	1 983
	99 454	82 995

5. Variation du fonds de roulement

(en milliers de dollars)	2001	2000	Variations
Actifs à court terme	15 623	8 176	(7 447)
Passifs à court terme	18 182	12 370	5 812
	(2 559)	(4 194)	(1 635)